

Art. 120. Les articles 336 à 341 du Code civil sont applicables aux demandes fondées sur l'article 340b ancien du Code civil si elles n'ont pas encore fait l'objet d'une décision passée en force de chose jugée à l'entrée en vigueur de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 31 mars 1987.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
J. GOL

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
J. GOL

F. 87 — 956

27 AVRIL 1987

Loi modifiant diverses dispositions légales relatives à l'adoption (1)

BAUDOIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'intitulé du Titre VIII du Livre 1^{er} du Code civil est remplacé par l'intitulé suivant :

« Titre VIII. — De l'adoption et de l'adoption plénière. »

Art. 2. Au premier alinéa de l'article 343 du même Code, modifié par la loi du 21 mars 1969, les mots « la légitimation par adoption » sont remplacés par les mots « l'adoption plénière ».

Art. 3. L'article 344 du même Code est remplacé par les articles 344, 344bis, 344ter et 344quater rédigés comme suit :

« Article 344. § 1^{er}. Lorsque l'adopté est un enfant de moins de 15 ans, les règles suivantes sont applicables :

a) l'admissibilité et les conditions de fond de la filiation adoptive entre étrangers ou entre Belges et étrangers sont régies par le statut personnel de l'adoptant;

b) s'il y a plusieurs adoptants de nationalité différente et que le statut personnel de chacun d'eux reconnaît la filiation adoptive, l'admissibilité et les conditions de fond de l'adoption sont régies par la loi belge;

c) si le statut personnel de l'adoptant, des conjoints adoptants ou d'un des conjoints adoptants ne reconnaît pas la filiation adoptive, l'adoption, à l'exclusion de l'adoption plénière, sera néanmoins admissible par application de la loi belge et sera régie quant aux conditions de fond par cette dernière lorsque, d'une part, l'adopté est né en Belgique ou y réside régulièrement depuis plus de deux ans et que, d'autre part, l'adoptant ou les conjoints adoptants justifient d'une résidence habituelle, régulière et ininterrompue en Belgique depuis au moins cinq ans.

(1) Documents du Sénat :

256 (1985-1986) :

N° 1 : Projet de loi. — N° 2 : Rapport.

Annales du Sénat :

27 mai et 3 juin 1986.

Documents de la Chambre des Représentants :

489 (1985-1986) :

N° 1 Projet transmis par le Sénat. — N° 2 : Amendement. — N° 3 : Rapport.

Annales de la Chambre des Représentants :

7 et 9 avril 1987.

Art. 120. De artikelen 336 tot 341 van het Burgerlijk Wetboek zijn van toepassing op de rechtsvorderingen gegrond op het vroegere artikel 340b van het Burgerlijk Wetboek, indien op die vorderingen nog geen in kracht van gewijsde gegane beslissing is gevallen bij de inwerkingtreding van deze wet.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 31 maart 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
J. GOL

Met 's Lands zegel gezegd :
De Minister van Justitie,
J. GOL

N. 87 — 956

27 APRIL 1987

Wet tot wijziging van een aantal bepalingen betreffende de adoptie (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het opschrift van Titel VIII van Boek I van het Burgerlijk Wetboek wordt vervangen als volgt

« Titel VIII. — Adoptie en volle adoptie. »

Art. 2. In het eerste lid van artikel 343 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1969, worden de woorden « wettiging door adoptie » vervangen door de woorden « volle adoptie ».

Art. 3. Artikel 344 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de artikelen 344, 344bis, 344ter en 344quater, luidende :

« Artikel 344. § 1. Wanneer de geadopteerde een kind is van minder dan 15 jaar oud, zijn de volgende regels van toepassing :

a) de toelaatbaarheid en de inhoudelijke voorwaarden van de adoptieve afstamming tussen vreemdelingen of tussen Belgen en vreemdelingen worden beheerst door het persoonlijk statuut van de adoptant;

b) is er meer dan een adoptant en zijn zij van verschillende nationaliteit en erkent het persoonlijk statuut van ieder van hen de adoptieve afstamming, dan worden de toelaatbaarheid en de inhoudelijke voorwaarden van de adoptie beheerst door de Belgische wet;

c) indien het persoonlijk statuut van de adoptant, van de adopterende echtgenoten of van een van de adopterende echtgenoten de adoptieve afstamming niet erkent, is de adoptie, met uitsluiting van de volle adoptie, niettemin toelaatbaar met toepassing van de Belgische wet, en worden de inhoudelijke voorwaarden mede door deze wet beheerst, mits enerzijds de geadopteerde in België geboren is of er sedert meer dan twee jaar regelmatig verblijft en anderzijds de adoptant of de adopterende echtgenoten aantonen dat zij sedert tenminste vijf jaar gewoonlijk, regelmatig en ononderbroken in België verblijven.

(1) Gedrukte stukken van de Senaat :

256 (1985-1986) :

Nr. 1 : Ontwerp van wet. — Nr. 2 : Verslag.

Handelingen van de Senaat :

27 mei en 3 juni 1986.

Gedrukte stukken van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :

489 (1985-1986) :

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat. — Nr. 2 : Amendement. — Nr. 3 : Verslag.

Handelingen van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :

7 en 9 april 1987.

§ 2. Lorsque l'adopté a plus de 15 ans, l'adoption et l'adoption plénière sont permises en Belgique entre étrangers ou entre Belges et étrangers si chacune des parties satisfait aux conditions que lui impose son statut personnel.

§ 3. Si le statut personnel de l'adopté fixe les modalités relatives au consentement à son adoption ou à son adoption plénière et désigne les personnes qui ont qualité pour donner ce consentement, ce dernier est régi par le statut personnel de l'adopté.

Article 344bis. La filiation adoptive acquise en pays étranger, soit entre Belges, soit entre étrangers, soit entre Belges et étrangers, est reconnue de plein droit en Belgique si, au moment où elle a été réalisée, les conditions qui auraient permis l'adoption en Belgique étaient réunies ou si chacune des parties satisfait aux conditions que lui imposait son statut personnel.

Cette adoption ne pourra toutefois produire d'effets en Belgique si elle n'est pas contraire à l'ordre public et que si, d'après la loi du pays où elle a été acquise, l'expédition qui en est produite réunit les conditions nécessaires à son authenticité.

Article 344ter. Les effets de la filiation adoptive acquise en Belgique ou à l'étranger, soit entre étrangers, soit entre Belges et étrangers, sont régis en Belgique par la loi qui a été appliquée à son admissibilité. Dans le cas prévu à l'article 344, § 2, ces effets sont régis par la loi belge.

Article 344quater. La révocation d'une adoption entre étrangers ou entre Belges et étrangers est permise en Belgique aux conditions et avec les effets prévus par le présent Code.

Les décisions rendues à l'étranger, révoquant une filiation adoptive, soit entre Belges, soit entre étrangers, soit entre Belges et étrangers sont reconnues en Belgique si les conditions prévues par le statut personnel de la partie dans l'intérêt de laquelle la révocation a été prononcée, ont été respectées. Les effets de ces décisions sont régis en Belgique par la même loi.

Art. 4. L'article 345 du même Code, modifié par la loi du 21 mars 1969, est remplacé par la disposition suivante :

« L'adoptant doit avoir atteint l'âge de 25 ans au moment de la passation de l'acte d'adoption.

En outre, il doit avoir au moins 15 ans de plus que l'adopté. Toutefois, si l'adopté est l'enfant ou l'enfant adoptif du conjoint, même décédé, de l'adoptant, il suffit que ce dernier soit majeur et ait 10 ans de plus que l'adopté. »

Art. 5. Aux aliéna 2 et 3 de l'article 346 du même Code, modifié par la loi du 21 mars 1969, les mots « ayant adopté ou légitimé par adoption » sont remplacés par les mots « ayant fait l'adoption ou l'adoption plénière ».

Art. 6. A l'article 348, § 1er, du même Code, modifié par les lois du 21 mars 1969 et du 1er mars 1971, sont apportées les modifications suivantes :

1. L'alinéa premier est complété par la disposition suivante :

« De même, le consentement de la mère suffit lorsque l'enfant, né d'une femme mariée qui vit séparée de son mari, n'a pas de possession d'état à l'égard de ce dernier et que

1. il n'y a pas eu de réunion de fait des époux au temps de la conception;

2. la naissance de l'enfant n'a pas été cachée au mari;

3. l'enfant est né :

a) soit plus de 300 jours après le procès-verbal à l'article 1258 du Code judiciaire ou la déclaration prévue à l'article 1289 du même Code;

b) soit plus de 300 jours après une ordonnance du juge de paix rendue en vertu de l'article 223 du présent Code autorisant les époux à résider séparément;

c) soit plus de 300 jours après le début de la séparation lorsque le divorce a été admis en vertu de l'article 232 du présent Code. »

2. L'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante :

« Ces consentements ne peuvent être donnés que deux mois après la naissance de l'enfant. »

§ 2. Wanneer de geadopteerde meer dan 15 jaar oud is, worden de adoptie en de volle adoptie in België toegelaten tussen vreemdelingen of tussen Belgen en vreemdelingen, mits elk van de partijen voldoet aan de voorwaarden van zijn persoonlijk statuut.

§ 3. Wanneer het persoonlijk statuut van de geadopteerde nadere regels stelt voor de toestemming tot zijn adoptie of zijn volle adoptie en de personen aanwijst die bevoegd zijn om toestemming te geven, wordt deze toestemming beheerst door het persoonlijk statuut van de geadopteerde.

Artikel 344bis. De adoptieve afstamming in een vreemd land verkregen, hetzij tussen Belgen, hetzij tussen vreemdelingen, hetzij tussen Belgen en vreemdelingen, wordt in België van rechtswege erkend, indien bij haar totstandkoming was voldaan aan de voorwaarden die de adoptie in België mogelijk zouden hebben gemaakt of indien elk van de partijen voldoet aan de voorwaarden van zijn persoonlijk statuut.

Deze adoptie kan echter alleen, dan gevolg hebben in België, wanneer zij niet strijdig is met de openbare orde en wanneer de uitgifte die ervan wordt overgelegd, volgens de wet van het land waar zij verkregen is, voldoet aan de voorwaarden gesteld voor haar authenticiteit.

Artikel 344ter. De gevolgen van de adoptieve afstamming in België of in het buitenland verkregen, hetzij tussen vreemdelingen, hetzij tussen Belgen en vreemdelingen, worden in België beheerst door de wet die er de toelaatbaarheid van heeft bepaald. In het geval bedoeld in artikel 344, § 2, worden die gevolgen beheerst door de Belgische wet.

Artikel 344 quater. Herroeping van een adoptie tussen vreemdelingen of, tussen Belgen en vreemdelingen is in België toegelaten onder de voorwaarden en met de gevolgen bepaald in dit Wetboek.

In het buitenland gewezen beslissingen tot herroeping van een adoptieve afstamming, hetzij tussen Belgen, hetzij tussen vreemdelingen, hetzij tussen Belgen en vreemdelingen, worden in België erkend indien is voldaan aan de voorwaarden bepaald door het persoonlijk statuut van de partij in wier belang de herroeping is uitgesproken. De gevolgen van die beslissingen worden in België door diezelfde wet beheerst.

Art. 4. Artikel 345 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1969, wordt vervangen als volgt :

« De adoptant moet de leeftijd van 25 jaar hebben bereikt bij het verlijden van de adoptieakte.

Bovendien moet hij ten minste 15 jaar ouder zijn dan de geadopteerde. Is de geadopteerde echter het kind of het adoptief kind van de, zij het overleden, echtgenoot van de adoptant, dan is het voldoende dat de adoptant meerderjarig en 10 jaar ouder dan de geadopteerde is. »

Art. 5. In artikel 346 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1969, worden in het tweede en het derde lid de woorden « door adoptie gewettigd » vervangen door de woorden « ten volle geadopteerd ».

Art. 6. In artikel 348, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 21 maart 1969 en 1 maart 1971, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. Het eerste lid wordt aangevuld met de volgende bepalingen :

« Evenzo is de toestemming van de moeder voldoende, wanneer het kind, geboren uit een gehuwde vrouw die gescheiden leeft van haar man, ten aanzien van deze laatste geen bezit van staat heeft en wanneer

1. de echtgenoten ten tijde van de verwekking niet feitelijk herenigd zijn geweest;

2. de geboorte van het kind voor de man niet verborgen is gehouden;

3. het kind geboren is :

a) hetzij meer dan 300 dagen na het proces-verbaal bedoeld in artikel 1258 van het Gerechtelijk Wetboek of na de verklaring bedoeld in artikel 1289 van hetzelfde Wetboek;

b) hetzij meer dan 300 dagen na een beschikking van de vrederechter gegeven krachtens artikel 223 van dit Wetboek waarbij de echtgenoten gemachtigd worden een afzonderlijke verblijfplaats te betrekken;

c) hetzij meer dan 300 dagen na het begin van de scheiding, wanneer de echtscheiding is toegestaan krachtens artikel 232 van dit Wetboek. »

2. Het vierde lid wordt vervangen als volgt :

« Deze toestemmingen kunnen eerst twee maanden na de geboorte van het kind worden gegeven. »

Art. 7. L'article 349 du même Code, modifié par la loi du 21 mars 1969, est complété par un quatrième alinéa, libellé comme suit :

« Les père et mère, agissant conjointement, peuvent, en donnant leur consentement, déclarer qu'ils laissent à un tiers le choix de l'adoptant ou des adoptants et de la personne qui, le cas échéant, les remplacera pour représenter l'adopté dans la procédure d'adoption.

Il en est de même pour le père ou pour la mère lorsque le consentement de l'un d'eux suffit à l'adoption.

Cette déclaration ne pourra produire d'effets qu'après avoir été homologuée par le tribunal de la jeunesse et acceptée par le tiers ainsi désigné. »

Art. 8. A l'article 350 du même Code, modifié par les lois du 21 mars 1969 et du 7 mai 1973, sont apportées les modifications suivantes :

1. L'alinéa 1er du § 3 est remplacé par le texte suivant :

« Le greffier transmet la requête au procureur du Roi. Celui-ci recueille tous renseignements utiles et notamment :

1° l'avis des père et mère de l'adopté et le cas échéant de son tuteur;

2° celui de ses ascendants au deuxième degré;

3° celui des enfants de l'adoptant s'ils ont plus de 21 ans. Si l'un de ces enfants n'a pas atteint l'âge de 21 ans, l'avis de leur père et mère, autre que l'adoptant, même divorcé ou séparé de corps, doit être recueilli. »

2. Au § 4, alinéa 1er, le mot « légitimes » est supprimé.

3. Au § 4, alinéa 2, les mots « six mois » sont remplacés par les mots « trois mois ».

Art. 9. L'article 354 du même Code, modifié par la loi du 21 mars 1969, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 354. § 1er. Tout exploit de signification d'un jugement ou arrêt prononçant l'adoption, doit être communiqué, en copie, au ministère public.

§ 2. Après l'expiration du délai d'appel ou du délai de pourvoi en cassation ou le cas échéant, après le prononcé de l'arrêt rejetant le pourvoi, le ministère public transmet, sans tarder, le dispositif de tout jugement ou arrêt homologuant ou prononçant l'adoption à l'officier de l'état civil de la résidence en Belgique de l'adoptant ou de l'un des époux adoptants ou, à défaut, à celui de la résidence en Belgique de l'adopté ou de l'un des adoptés.

Si aucun des adoptants ou des adoptés n'a de résidence en Belgique, le dispositif est transmis à l'officier de l'état civil du premier district de Bruxelles.

L'article 333, § 2, alinéa 3, est applicable. »

Art. 10. A l'article 355, alinéa 1er, du même Code, les mots « mais avant la signification ou la remise à l'officier de l'état civil prévues à l'article 354 » sont remplacés par les mots « mais avant la transmission du dispositif à l'officier de l'état civil prévue à l'article 354 ».

Art. 11. A l'article 358, § 3, du même Code, modifié par la loi du 21 mars 1969, les mots « légitime, naturel ou adoptif » sont remplacés par les mots « ou de l'enfant adoptif ».

Art. 12. A l'article 359, § 1er, du même Code, modifié par la loi du 21 mars 1969, le mot « légitime » est supprimé.

Art. 13. A l'article 361 du même Code, modifié par la loi du 21 mars 1969, sont apportées les modifications suivantes :

1. Au § 1er, alinéa 1er, les mots « la puissance paternelle » sont remplacés par les mots « l'autorité parentale »;

2. Au § 1er, alinéa 2, les mots « légitime ou » sont remplacés par les mots « ou l'enfant »;

3. Au § 2, alinéa 1er, les mots « légitime ou » sont remplacés par les mots « ou l'enfant »;

4. Au même alinéa, le mot « légitimes » est supprimé;

5. Au § 3, alinéa 1er, les mots « puissance paternelle » sont remplacés par les mots « autorité parentale »;

6. Au § 5, le mot « légitimes » est supprimé à l'alinéa 1er et à l'alinéa 2.

Art. 7. Artikel 349 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1969, wordt aangevuld met een vierde lid, luidende :

« De ouders kunnen, bij het geven van hun toestemming, samen verklaren dat zij aan een derde de keuze overlaten van de adoptant of adoptanten en van de persoon die, in voorkomend geval, in hun plaats de geadopteerde zal vertegenwoordigen in de adoptieprocedure.

Hetzelfde geldt voor de vader of voor de moeder wanneer de toestemming van een van hen voldoende is voor de adoptie.

Deze verklaring kan pas gevolg hebben nadat ze is gehomologeerd door de jeugdrechtbank en aanvaard door de aldus aangevoerde derde. »

Art. 8. In artikel 350 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 21 maart 1969 en 7 mei 1973, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. Het eerste lid van § 3 wordt vervangen als volgt :

« De griffier zendt het verzoekschrift door aan de procureur des Konings. Deze wint alle nuttige inlichtingen in, onder meer het advies van :

1° de ouders van de geadopteerde en in voorkomend geval van zijn voogd;

2° de ascendenten in de tweede graad;

3° de kinderen van de adoptant, indien zij meer dan 21 jaar oud zijn. Heeft een van die kinderen de leeftijd van 21 jaar niet bereikt, dan moet het advies worden ingewonnen van hun vader of moeder, niet-adoptant, zelfs indien deze uit de echt of van tafel en bed gescheiden is. »

2. In het eerste lid van § 4 vervalt het woord « wettige ».

3. In het tweede lid van § 4 worden de woorden « zes maanden » vervangen door de woorden « drie maanden ».

Art. 9. Artikel 354 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1969, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 354. § 1. Elk exploit van betekening van een vonnis of arrest dat de adoptie uitspreekt, moet in afschrift worden medegeleed aan het openbaar ministerie.

§ 2. Na het verstrijken van de termijn van hoger beroep of van voorziening in cassatie of, in voorkomend geval, na de uitspraak van het arrest waarbij de voorziening wordt afgewezen, zendt het openbaar ministerie het beschikkende gedeelte van elk vonnis of arrest dat de adoptie homologeert of uitspreekt, onverwijld aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de verblijfplaats in België van de adoptant of van een der adopterende echtgenoten of, bij gebreke daarvan, aan die van de verblijfplaats in België van de geadopteerde of van een van de geadopteerden.

Heeft geen der adoptanten of geadopteerden een verblijfplaats in België, dan wordt het beschikkende gedeelte gezonden aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van het eerste district van Brussel.

Artikel 333, § 2, derde lid, is mede van toepassing. »

Art. 10. In artikel 355, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « betekening of terhandstelling » vervangen door de woorden « toezending van het beschikkende gedeelte ».

Art. 11. In artikel 358, § 3, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1969, worden de woorden « wettig, natuurlijk » vervangen door het woord « kind ».

Art. 12. In artikel 359, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1969, vervalt het woord « wettige ».

Art. 13. In artikel 361 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1969, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. In § 1, eerste lid, worden de woorden « de ouderlijke macht » vervangen door de woorden « het ouderlijk gezag »;

2. In § 1, tweede lid, wordt het woord « wettig » vervangen door het woord « kind »;

3. In § 2, eerste lid, wordt het woord « wettig » vervangen door het woord « kind »;

4. In hetzelfde lid vervalt het woord « wettige »;

5. In § 3, eerste lid, worden de woorden « ouderlijke macht » vervangen door de woorden « ouderlijk gezag »;

6. In § 5 vervalt het woord « wettige » in het eerste en in het tweede lid.

Art. 14. L'article 362 du même Code, modifié par la loi du 21 mars 1969, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 362. L'établissement de la filiation de l'adopté à l'égard de l'adoptant ou des deux adoptants, postérieur au jugement ou à l'arrêt homologuant ou prononçant l'adoption, laisse subsister cette dernière et ne produit ses effets que pour autant qu'ils ne soient pas en opposition avec ceux de l'adoption.

Il en est de même de l'établissement de la filiation de l'adopté à l'égard d'un tiers, postérieur à ce jugement ou arrêt; toutefois, elle n'entraîne en faveur de ce tiers ni créance alimentaire, ni droit de succession. »

Art. 15. A l'article 364 du même Code, modifié par la loi du 21 mars 1969, le mot « légitimes » est supprimé à l'alinéa 1er et à l'alinéa 2 et les mots « l'article 205 » sont remplacés par les mots « l'article 205bis ».

Art. 16. A l'article 365 du même Code, modifié par la loi du 21 mars 1969, les mots « légitime » et « légitimes » sont supprimés.

Art. 17. A l'article 366, § 2, du même Code, modifié par la loi du 21 mars 1969, le mot « légitimes » est supprimé.

Art. 18. Au § 5, alinéa 2, de l'article 367 du même Code, modifié par la loi du 21 mars 1969, le mot « légitimes » est supprimé.

Art. 19. L'intitulé du chapitre III du titre VIII du livre 1er du même Code est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre III. — De l'adoption plénière. »

Art. 20. L'article 368 du même Code, modifié par la loi du 21 mars 1969, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 368. § 1er. Peuvent faire une adoption plénière ceux qui réunissent les conditions prévues à l'article 345.

§ 2. Peuvent faire l'objet d'une adoption plénière, ceux qui au moment où est dressé l'acte d'adoption plénière ou à celui où est déposé la requête tendant à faire prononcer cette adoption, sont encore mineurs.

§ 3. Aucune adoption plénière ne peut être faite par plusieurs si ce n'est pas deux époux.

L'enfant qui a déjà été adopté ou qui a déjà fait l'objet d'une adoption plénière, peut encore faire l'objet d'une adoption plénière dans les cas où, aux termes de l'article 346, une nouvelle adoption est permise.

§ 4. Les articles 347 et 348, relatifs aux consentements requis, sont applicables à l'adoption plénière. »

Art. 21. L'article 369 du même Code, modifié par la loi du 21 mars 1969, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 369. § 1er. Les articles 349 à 356, relatifs aux formes de l'adoption, sont applicables à l'adoption plénière, sous réserve des dispositions du présent article.

§ 2. Moyennant l'accord de tous ceux qui ont consenti à l'adoption plénière, les parties à l'acte peuvent, jusqu'au jugement ou à l'arrêt, exprimer au tribunal ou à la cour leur volonté commune de voir transformer l'adoption plénière en adoption; de même, les demandeurs à l'action en prononciation de l'adoption plénière peuvent, de l'accord de l'enfant qui a atteint l'âge de 15 ans et qui n'est pas interdit, éventuellement de celui de ses père et mère qui a consenti à l'adoption plénière, demander qu'il ne soit prononcé qu'une adoption; dans l'un et l'autre cas le tribunal ou la cour en donne acte et prononce, s'il échet, l'adoption. »

Art. 22. L'article 370 du même Code, modifié par la loi du 21 mars 1969, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 370. § 1er. L'adoption plénière confère à l'enfant et à ses descendants le même statut et les mêmes droits et obligations qu'ils auraient si l'enfant était né de ceux qui ont fait l'adoption plénière.

Sous réserve des prohibitions au mariage prévues aux articles 161 à 164, les enfants ayant fait l'objet d'une adoption plénière cesse d'appartenir à leur famille d'origine.

§ 2. Les articles 357 et 360 sont applicables à l'adoption plénière.

§ 3. L'adoption plénière confère à l'enfant, en le substituant au sien, le nom de l'adoptant ou, en cas d'adoption plénière par deux époux, celui du mari.

Toutefois, l'adoption plénière, par une femme, de l'enfant ou de l'enfant adoptif de son mari, n'entraîne aucune modification du nom de l'enfant.

Art. 14. Artikel 362 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1969, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 362. De vaststelling van de afstamming van de geadopteerde ten aanzien van de adoptant of van beide adoptanten, na het vonnis of het arrest dat de adoptie homologeert of uitspreekt, laat de adoptie bestaan en heeft slechts haar gevolgen voor zover deze niet in strijd zijn met die van de adoptie.

Hetzelfde geldt voor de vaststelling van de afstamming van de geadopteerde ten aanzien van een derde, na dat vonnis of arrest; die derde verkrijgt daardoor echter geen aanspraak op levensonderhoud, noch enig recht op de nalatenschap. »

Art. 15. In artikel 364 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1969, vervalt het woord « wettige » in het eerste en in het tweede lid en worden de woorden « artikel 205 » vervangen door de woorden « artikel 205bis ».

Art. 16. In artikel 365 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1969, vervalt het woord « wettige ».

Art. 17. In artikel 366, § 2, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1969, vervalt het woord « wettige ».

Art. 18. In artikel 367 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1969, vervalt het woord « wettige » in het tweede lid van § 5.

Art. 19. Het opschrift van hoofdstuk III van titel VIII van boek I van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Hoofdstuk III. — Volle adoptie. »

Art. 20. Artikel 368 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1969, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 368. § 1. Om ten volle te kunnen adopteren moet men voldoen aan de voorwaarden gesteld in artikel 345.

§ 2. Ten volle geadopteerd kunnen worden zij die bij het opmaken van de akte van volle adoptie of bij het neerleggen van het verzoekschrift tot het uitspreken van die adoptie, nog minderjarig zijn.

§ 3. Niemand kan ten volle geadopteerd worden door meer dan een persoon, behalve door twee echtgenoten.

Het kind dat reeds geadopteerd of ten volle geadopteerd is, kan nog ten volle geadopteerd worden in de gevallen waarin, luidens artikel 346, een nieuwe adoptie mogelijk is.

§ 4. De artikelen 347 en 348 betreffende de vereiste toestemmingen zijn mede van toepassing op de volle adoptie. »

Art. 21. Artikel 369 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1969, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 369. § 1. De artikelen 349 tot 356 betreffende de vormen van de adoptie, zijn mede van toepassing op de volle adoptie, behoudens hetgeen in dit artikel is bepaald.

§ 2. Totdat het vonnis of arrest is gewezen, kunnen de partijen bij de akte, met instemming van allen die in de volle adoptie hebben toegestemd, aan de rechtbank of het hof hun gemeenschappelijke wil te kennen geven om de volle adoptie te veranderen in adoptie; ook de eisers in de vordering om de volle adoptie uit te spreken kunnen, met instemming van het kind dat de leeftijd van 15 jaar bereikt heeft en niet onbekwaam verklaard is, en eventueel degene van zijn ouders die in de volle adoptie heeft toegestemd, vragen dat slechts adoptie wordt uitgesproken; in beide gevallen verleent de rechtbank of het hof hiervan akte en spreekt in voorkomend geval de adoptie uit. »

Art. 22. Artikel 370 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1969, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 370. § 1. De volle adoptie verleent aan het kind en zijn afstammelingen hetzelfde statuut en dezelfde rechten en verplichtingen als zij zouden hebben indien het kind geboren was uit degenen die het ten volle hebben geadopteerd.

Behoudens de verbodsbepalingen van de artikelen 161 tot 164 inzake huwelijk, houden de kinderen die ten volle geadopteerd zijn, op tot hun oorspronkelijke familie te behoren.

§ 2. De artikelen 357 en 360 zijn mede van toepassing op de volle adoptie.

§ 3. Door de volle adoptie verkrijgt het kind, in plaats van zijn naam, die van de adoptant of, in geval van volle adoptie door twee echtgenoten, die van de man.

Volle adoptie door een vrouw, van het kind of adoptief kind van haar man, brengt evenwel geen wijziging in de naam van het kind.

§ 4. L'établissement de la filiation d'un enfant après le jugement ou l'arrêt homologuant ou prononçant l'adoption plénière, ne produit d'autre effet que les prohibitions au mariage prévues aux articles 161 à 164.

§ 5. L'adoption plénière est irrévocable. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 27 avril 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Pour le Ministre de la Justice, absent :
Le Ministre de l'Education nationale,
A. DUQUESNE

Vu et scellé du Sceau de l'Etat :
Pour le Ministre de la Justice, absent :
Le Ministre de l'Education nationale,
A. DUQUESNE

F. 87 — 957

20 MAI 1987

Loi relative à l'abandon d'enfants mineurs (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous Santionnons ce qui suit :

Article 1er. Il est inséré dans le livre 1er du Code civil un titre VIIIbis intitulé « De l'abandon d'un enfant mineur » contenant les articles 370bis, 370ter et 370quater.

Article 370bis § 1er. Le tribunal de la jeunesse peut déclarer abandonné l'enfant recueilli par une personne ou par une institution d'hébergement et dont les père et mère se sont manifestement désintéressés pendant l'année qui précède l'introduction de la demande en déclaration d'abandon.

Toutefois, lorsque l'enfant a été recueilli dès sa naissance, par une personne ou par une institution d'hébergement, le délai d'un an est réduit à six mois.

§ 2. Sont considérés comme s'étant manifestement désintéressés de leur enfant les père et mère qui, volontairement, n'ont pas entretenu avec celui-ci les relations affectives nécessaires à son épanouissement et qui ont négligé gravement d'exercer l'autorité parentale.

§ 3. La demande en déclaration d'abandon est portée devant le tribunal de la jeunesse du lieu de la résidence de l'enfant par toute personne justifiant d'un intérêt pour la protection du mineur. Elle est introduite et instruite conformément à l'article 1237bis du Code judiciaire.

Le tribunal qui déclare l'enfant abandonné, désigne par la même décision, et pour la durée qu'il fixe, un tuteur investi de l'autorité parentale. Ce dernier veille, en outre à l'adoption de l'enfant. Le tuteur ainsi désigné dispose du droit de jouissance légale des biens de l'enfant à charge de rendre compte de sa gestion.

(1) *Documents du Sénat* : 80 (1985-1986) :

N° 1 : Proposition de loi.

N° 2 : Rapport.

N° 3 : Amendements.

222 (1985-1986) :

N° 1 : Proposition de loi.

N° 2 : Rapport.

Annales du Sénat : 24 juillet 1986.

Documents de la Chambre des représentants : 583 (1985-1986) :

N° 1 : Projet transmis par le Sénat.

N° 2 : Rapport.

Annales de la Chambre des représentants : 5 et 7 mai 1987.

§ 4. De vaststelling van de afstamming van een kind na het vonnis of het arrest dat de volle adoptie homologeert of uitspreekt, heeft geen ander gevolg dan de verbodsbepalingen van de artikelen 161 tot 164 inzake huwelijk.

§ 5. Volle adoptie is onherroepelijk. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 27 april 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

Voor de Minister van Justitie, afwezig :
De Minister van Onderwijs,
A. DUQUESNE

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :
Voor de Minister van Justitie, afwezig :
De Minister van Onderwijs,
A. DUQUESNE

N. 87 — 957

20 MEI 1987

Wet betreffende de verlaten van minderjarigen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In het Eerste boek van het Burgerlijk Wetboek wordt een titel VIIIbis ingevoegd, met als opschrift « Verlaten van een minderjarige » en bevattende de artikelen 370bis, 370ter et 370quater.

Artikel 370bis § 1. De jeugdrechtbank kan verlaten verklaren het kind dat bij een persoon of een opvanginstelling is ondergebracht en naar wie de ouders kennelijk niet hebben omgezien tijdens het jaar dat voorafgaat aan het instellen van de vordering tot verlatenverklaring.

Is het kind echter vanaf zijn geboorte ondergebracht bij een persoon of een opvanginstelling, dan wordt die termijn van één jaar verminderd tot zes maanden.

§ 2. Als ouders die kennelijk niet naar hun kind hebben omgezien worden beschouwd zij die, vrijwillig, hebben nagelaten met dat kind de affectieve relaties te onderhouden die noodzakelijk zijn voor zijn ontplooiing en die op grove wijze zijn te kort geschoten in de uitoefening van het ouderlijk gezag.

§ 3. De vordering tot verlatenverklaring wordt gebracht voor de jeugdrechtbank van de plaats waar het kind verblijft door een ieder die aantoonde de bescherming van de minderjarige te beogen. De vordering wordt ingesteld en behandeld overeenkomstig het bepaalde in artikel 1237bis van het Gerechtelijk Wetboek.

De rechtbank die het kind verlaten verklaart, wijst bij dezelfde beslissing en voor de duur die zij bepaalt, een voogd aan die met de uitoefening van het ouderlijk gezag wordt belast. Deze moet bovendien toezien op de adoptie van het kind. De aldus aangewezen voogd heeft het recht van wettelijk genot op de goederen van het kind, onder verplichting om rekening en verantwoording te doen.

(1) *Gedrukte stukken van de Senaat* : 80 (1985-1986) :

Nr. 1 : Wetsvoorstel.

Nr. 2 : Verslag.

Nr. 3 : Amendementen.

222 (1985-1986) :

Nr. 1 : Wetsvoorstel.

Nr. 2 : Verslag.

Handelingen van de Senaat : 24 juli 1986.

Gedrukte stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers : 583 (1985-1986) :

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat.

Nr. 2 : Verslag.

Handelingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers : 5 en 7 mei 1987.